

RCS : PARIS Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1989 B 11224 Numéro SIREN : 332 505 999 Nom ou dénomination : CARTE BLANCHE CONSEIL

Ce dépôt a été enregistré le 15/10/2020 sous le numéro de dépôt 84717



20200847172019

DATE DEPOT : 15/10/2020

N° DE DEPOT : 84717

N° GESTION : 1989B11224

N° SIREN : 332505999

DENOMINATION : CARTE BLANCHE CONSEIL

ADRESSE : 47 r de Lancry 75010 Paris

MILLESIME : 2019

CARTE BLANCHE CONSEIL

Société par actions simplifiée au capital de 310 767 EUROS
Siège social : 47, rue de Lancry 75010 PARIS
R.C.S. PARIS B 332 505 999

Assemblée Générale Ordinaire du 29 septembre 2020

Je soussigné, *[Signature]*,
Président du tribunal
de commerce de Paris
Comptes annuels déposés le :

20 OCT. 2020

Sous le

Extrait du Procès-verbal des délibérations

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale décide d'affecter le résultat de l'exercice de **140 938.57** Euros de la façon suivante :

Réserve légale :	0,00 Euros
Distribution de dividendes :	114 609,00 Euros
Autres réserves :	26 329,57 Euros

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du CGI, nous vous rappelons les distributions de dividendes qui ont été effectuées au titre des trois derniers exercices :

Exercice	Dividendes	Avec abattement	Sans abattement
2016	15 402,00 Euros	5 117,00 Euros	10 285,00 Euros
2017	9 060,00 Euros	9 060,00 Euros	0,00 Euros
2018	114 609,18 Euros	114 609,18 Euros	0,00 Euros

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Le Président

[Signature]

CARTE BLANCHE CONSEIL

Société par actions simplifiée au capital de 310 767 EUROS
Siège social : 47, rue de Lancry 75010 PARIS
R.C.S. PARIS B 332 505 999

RAPPORT DE GESTION Exercice 2019

Messieurs,

Nous vous avons convoqués en assemblée générale conformément aux prescriptions légales et statutaires afin de vous rendre compte des résultats de notre gestion durant l'exercice 2019 et soumettre à votre approbation les comptes et le bilan dudit exercice.

Le présent rapport comporte les différentes informations prévues par la réglementation :

- situation de l'exercice écoulé,
- dépenses fiscalement non déductibles,
- affectation des résultats,
- évolution prévisible.

Votre Commissaire aux comptes vous donnera dans son rapport toute information quant à la régularité des comptes annuels qui vous sont présentés suivant les mêmes règles qu'antérieurement.

De notre côté, nous sommes à votre disposition pour vous donner toutes précisions et tous renseignements complémentaires qui pourraient vous paraître opportuns.

1- Activité et situation de l'exercice écoulé

En 2019, Carte Blanche Conseil a réalisé des études et des services informatiques dans le champ des ITS (systèmes de transport intelligents).

La société est intervenue dans ses domaines de prédilection : services d'information et systèmes télématiques pour la circulation routière et sa maîtrise dans les centres urbains, pour le stationnement, et pour les transports en commun.

Son outil de traitement en temps réel de l'information routière a continué à évoluer en s'enrichissant, et a permis de répondre aux demandes relatives aux traitements de données de traceurs GPS.

L'accompagnement des collectivités dans la mise en œuvre de leurs politiques de mobilité a eu pour objet notamment, l'information multimodale, l'information en temps réel sur les transports en commun, et la gestion du stationnement des autocars de tourisme.

Les services informatiques ont concerné, en outre, la gestion comptable des régies publiques de recettes.

La commercialisation des solutions pour la gestion logistique des chantiers du BTP s'effectue désormais à travers CIMBA Digital Construction Solutions, société affiliée à Carte Blanche Conseil créée en 2018. Le développement et l'hébergement des solutions a continué en partie à être pris en charge par les équipes de Carte Blanche Conseil.

La société a obtenu l'agrément pour les années 2019 à 2023, en tant qu'entreprise exécutant des travaux de conception de prototypes ou d'installations pilotes susceptibles d'être éligibles au crédit d'impôt innovation.

L'année 2019 s'est conclue sur un effectif de neuf salariés dont 8 cadres. Le recours à la sous-traitance s'est concentré sur des prestations techniques, intégrées par Carte Blanche Conseil afin de répondre de façon complète et adéquate aux donneurs d'ordre.

2 - Examen des comptes et résultat

La production en hausse de 2,7 % par rapport à 2018, a augmenté à 1 136 487 € en 2019. La sous-traitance évoquée ci-dessus a baissé de 25,5 % à 35 884 €.

Les frais de personnel, salaires, primes et charges sociales comprises, ont augmenté de 2,3% (726 507 € en 2019 contre 710 389 € en 2018). Les augmentations de rémunérations fixes du personnel ont été contenues, et les incidences particulières sur les charges de personnel ont été faibles.

Après comptabilisation d'une dotation aux amortissements de 28 669 €, de produits et charges financiers et exceptionnels, c'est un bénéfice net comptable de **140 939 €** qui est enregistré.

Le bilan comporte dans les actifs immobilisés, l'apport en capital social de 79 840 € à la société Cimba Holding, co-fondée par Carte Blanche Conseil en 2018. En outre, il comporte une créance en compte courant d'associé à hauteur de 158 058 €, apportée à cette même société au cours de l'exercice 2019. Cimba Holding a clos son premier exercice le 31/12/2019 en enregistrant un chiffre d'affaires de 30 000 € pour un résultat négatif de -1 052 €. Elle détient parmi ses actifs une participation de 160 000 € et un compte courant d'associés de 315 000 € dans sa filiale opérationnelle, la société Cimba Digital Construction Solutions.

Cimba Digital a clos son premier exercice le 31/12/2019 dans une situation d'investissement et de début de commercialisation. Ainsi elle a enregistré des ventes de 172 048 €, pour un résultat négatif de 96 252 €. Elle comptabilise à la date de clôture, une immobilisation nette de 414 968 € dans les produits qu'elle commercialise. Elle comptabilise dans son passif, outre son capital social de 182 857 €, des comptes courants d'associés de 360 475 € et des dettes auprès des établissements de crédit de 406 031 €. Les produits de Cimba Digital trouvent leur marché, et la société vise une forte croissance des ventes en 2020.

Les avances entre CBC et la Cimba Holding sont régies par des conventions réglementées (voir paragraphe 6 ci-dessous). Il existe par ailleurs d'autres conventions, relatives aux facturations et refacturations entre CBC et Cimba Digital, qui sont conclues à des conditions normales et courantes. Les rémunérations résultant des conventions normales et courantes ont été versées dans les délais réguliers.

3 - Evolution prévisible et perspectives d'avenir

L'exercice 2020 est déjà marqué par la pandémie du Covid-19. Celle-ci a nécessité de généraliser le télétravail à l'ensemble des salariés. L'exploitation des activités a été maintenue sans interruption jusqu'à présent, portée par des contrats pluriannuels et par des missions de plusieurs mois.

Cependant la crise sanitaire a un impact fort sur les secteurs économiques et les finances de nos clients : collectivités territoriales, transports, automobile, tourisme. Une baisse du volume de commandes par nos clients existants sur les exercices 2020 et 2021 doit être envisagée. Nos efforts de prospection seront renforcés.

Dans cette prospection, Carte Blanche Conseil cherchera les nouvelles opportunités en s'appuyant sur sa capacité particulière de prendre en charge une problématique client de manière continue et évolutive, des phases d'études préliminaires jusqu'à la réalisation et à l'exploitation de systèmes intégrés. Cela, aussi bien dans l'accompagnement des pouvoirs publics dans leur politiques de gestion de la mobilité, que dans le service aux opérateurs de transports et de services associés.

L'outil de centralisation et de traitement des données transport et circulation sera maintenu très performant au niveau des meilleurs standards du marché de façon à fournir, avec une haute disponibilité, des clients réguliers comme les services publics Internet de collectivités territoriales, mais aussi des diffusions en continu de services concurrentiels comme le RDS-TMC ou d'autres canaux de diffusion. Cette activité de mise à disposition d'événements routiers et d'états de trafic

concernant tous les réseaux urbains et interurbains français et suisses, est régulièrement renforcée par de nouvelles sources et de nouveaux contenus.

Enfin, Carte Blanche Conseil continue à commercialiser son logiciel MacMap®.

4 - Dépenses et charges non déductibles fiscalement, visées à l'article 34 du CGI

Nous vous indiquons qu'il n'y a eu en 2019 aucune dépense non déductible fiscalement.

5 - Proposition d'affectation du résultat

Nous vous proposons d'affecter le résultat de l'exercice de **140 938,57** Euros de la façon suivante :

Réserve légale :	0,00 Euros
Distribution de dividendes :	114 609,00 Euros
Autres réserves :	26 329,57 Euros

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du CGI, nous vous rappelons les distributions de dividendes qui ont été effectuées au titre des trois derniers exercices :

Exercice	Dividendes	Avec abattement	Sans abattement
2016	15 402,00 Euros	5 117,00 Euros	10 285,00 Euros
2017	9 060,00 Euros	9 060,00 Euros	0,00 Euros
2018	114 609,18 Euros	114 609,18 Euros	0,00 Euros

6 - Conventions visées à l'article 227-10 du Code du Commerce

La société Carte Blanche Conseil a conclu en date du 1^{er} août 2019 et du 6 décembre 2019, deux conventions d'avance et de blocage en compte courant d'associés avec sa société de participation CIMBA Holding. Les conventions portent sur les montants de 14 970 euros et 142 215 euros respectivement. Les montants sont bloqués jusqu'au 30 septembre 2025.

7 - Informations sur les délais de paiement

Au 31 décembre 2019, le poste Fournisseurs et comptes rattachés présente un solde créditeur de 83 071,82 Euros et se décompose en :

- Fournisseurs	7 318,72 €
- Fournisseurs - Factures non parvenues :	75 753,10 €

A compter du 1^{er} janvier 2009, la Loi de Modernisation Financière a instauré un plafond des délais de règlement à 60 jours à compter de la date d'émission de la facture (ou 45 jours fin de mois). Lorsque ce seuil est dépassé, les fournisseurs de la société ont droit à des pénalités de retard de paiement correspondant à 3 fois le taux de l'intérêt légal.

Le tableau ci-dessous indique la décomposition par échéance de paiement des dettes fournisseurs soumises à cette loi :

Fournisseurs Tiers	Échéances non soumises à pénalités de retard de paiement		Échéances soumises à pénalités de retard de paiement	
	Paiement dans un délai de 45 jours (au plus) fin de mois	Paiement dans un délai de 60 jours (au plus) date de facturation	Paiement dans un délai > à 45 jours fin de mois	Paiement dans un délai > à 60 jours date de facturation
Solde au bilan 31/12/19				
7 318,72 €	7 318,72 €	0	0	0

Au 31 décembre 2019, le poste Clients et comptes rattachés présente un solde créditeur de 321 538,41 Euros et se décompose en :

- Clients divers	228 076, 93 €
- Clients - Factures à établir :	93 461, 48 €

A compter du 1er janvier 2009, la Loi de Modernisation Financière a instauré un plafond des délais de règlement à 60 jours à compter de la date d'émission de la facture (ou 45 jours fin de mois). Lorsque ce seuil est dépassé, les clients de la société devront régler des pénalités de retard de paiement correspondant à 3 fois le taux de l'intérêt légal.

Le tableau ci-dessous indique la décomposition par échéance de paiement des encaissements clients soumises à cette loi :

Clients Divers	Échéances non soumises à pénalités de retard de paiement		Échéances soumises à pénalités de retard de paiement	
Solde au bilan 31/12/19	Païement dans un délai de 45 jours (au plus) fin de mois	Païement dans un délai de 60 jours (au plus) date de facturation	Païement dans un délai > à 45 jours fin de mois	Païement dans un délai > à 60 jours date de facturation
228 076, 93 €	188 218, 93 €	0	0	39 858, 00 €

Le Conseil d'Administration,

le président,

Philippe Meyer

CABINET MICHEL POTET

**8, rue de la Renaissance – Bât. D
92160 ANTONY**

Téléphone : 01 56 45 10 60

cabinet@cabinetpotet.fr
www.cabinetpotet.fr

SAS CARTE BLANCHE CONSEIL

47, rue de Lancry
75010 PARIS

Exercice clos le 31/12/2019

Comptes annuels

Sommaire

DESIGNATION	PAGES
Documents de synthèse	
Bilan	2
Compte de résultat	4
Annexe	
Faits caractéristiques et événements postérieurs	7
Principes, règles et méthodes comptables	7
Notes sur l'actif	8
Immobilisations	8
Stocks	10
Créances	10
Notes sur le passif	10
Capitaux propres	10
Autres informations	11



BILAN ACTIF

			Exercice N, clos le :		31/12/2019	31/12/2018
			Brut 1	Amortissements dépréciations 2	Net 3	Net 4
Capital souscrit non appelé (I)						
ACTIF IMMOBILISÉ	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement				
		Frais de développement				
		Concessions, brevets et droits similaires	14 314	12 942	1 372	2 837
		Fonds commercial (1)	48 936	19 574	29 362	34 255
		Autres immobilisations incorporelles				
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains				
		Constructions				
		Installations techniques, matériel et outillage industriels				
		Autres immobilisations corporelles	188 202	165 468	22 734	31 437
		Immobilisations en-cours				
		Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2)	Participations (méthode de mise en équival.)				
		Autres participations	79 840		79 840	79 840
		Créances rattachées à des participations	157 185		157 185	
		T.I.A.P				
		Autres titres immobilisés				
		Prêts				
		Autres immobilisations financières	9 150		9 150	9 150
Total (II)			497 627	197 985	299 643	157 519
ACTIF CIRCULANT	STOCKS	Matières premières, approvisionnements				
		En-cours de production de biens				
		En-cours de production de services				77 265
		Produits intermédiaires et finis				
		Marchandises				
	CRÉANCES	Avances et acomptes versés				
		Clients et comptes rattachés (3)	321 538		321 538	277 869
		Autres créances (3)	11 143		11 143	28 512
		Capital souscrit et appelé, non versé				
	DIVERS	V.M.P (dont actions propres :)	22 141		22 141	22 141
Instruments de trésorerie						
Disponibilités		496 424		496 424	473 674	
COMPTES DE RÉGULARISATION	Charges constatées d'avance (3)		21 548		21 548	6 591
	Total (III)		872 794		872 794	886 051
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)					
	Primes de remboursement d'obligations (V)					
	Ecart de conversion actif (VI)					
	TOTAL GENERAL (I à VI)		1 370 421	197 985	1 172 436	1 043 571
Renvois : (1) Dont droit au bail :		(2) part-d'1 an Immo. fin. nettes		(3) Part à + 1 an		
Clause de réserve de propriété		Immobilisations :	Stocks :	Créances :		

BILAN PASSIF

		31/12/2019	31/12/2018
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1) (Dont versé : 310 767)	310 767	310 767
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	295 158	295 158
	Ecarts de réévaluation (2) (dont écart d'équivalence :)		
	Réserve légale (3)	31 077	31 077
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées (3) (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours)		
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants)	920	918
	Report à nouveau		
	RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	140 939	114 610
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total (I)	778 858	752 530
AUTRES FONDS PROPRES	Produit des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total (II)		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total (III)		
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	6 768	
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs)		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	83 072	47 381
	Dettes fiscales et sociales	292 304	232 215
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Instruments de trésorerie		
Comptes régl.	Produits constatés d'avance (4)	11 433	11 445
	Total (IV)	393 577	291 041
	Ecarts de conversion passif (V)		
	TOTAL GENERAL (I à V)	1 172 436	1 043 571
Renvois	(1) Ecart de réévaluation incorporé au capital		
	(2) Dont Réserve spéciale de réévaluation (1959)		
	Ecart de réévaluation libre		
	Réserve de réévaluation (1976)		
	(3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme		
	(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	388 480	291 041
	(5) Dont concours bancaires courants, soldes créditeurs de banques et CCP		



COMPTE DE RESULTAT

				31/12/2019	31/12/2018
Nombre de mois de la période				12	12
PRODUITS D'EXPLOITATION		1 - France	2 - Exportation	Total	Total
	Ventes de marchandises				
	Production vendue	biens			
		services			
		1 153 852	59 900	1 213 752	1 046 167
	CHIFFRE D'AFFAIRES NET (14)	1 153 852	59 900	1 213 752	1 046 167
	Production stockée			-77 265	60 491
	Production immobilisée				
	Subventions d'exploitation				
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges (9)			32 614	52 958
	Autres produits (1) (11)			190	3
Total des produits d'exploitation (2) (I)				1 169 291	1 159 618
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
	Variation de stock (marchandises)				
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y c. droits de douane)				
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)			186 966	248 964
	Impôts, taxes et versements assimilés			4 447	7 821
	Salaire et traitements			518 514	511 738
	Charges sociales (10)			207 993	198 651
	Dotations aux amortissements sur immobilisations			28 669	37 070
	Dotations aux dépréciations sur immobilisations				
	Dotations aux dépréciations sur actif circulant				
	Dotations aux provisions				
	Autres charges (12)			70 999	52 274
Total des charges d'exploitation (4) (II)				1 017 587	1 056 518
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)				151 704	103 100
OPERATIONS EN COMMUN	Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
	Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)			205	
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)				
	Autres intérêts et produits assimilés (5)			875	605
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
	Différences positives de change			696	1 314
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des produits financiers (V)				1 777	1 919
CHARGES FINANCIERES	Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
	Intérêts et charges assimilées (6)			15	580
	Différences négatives de change			142	105
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des charges financières (VI)				157	685
2 - RESULTAT FINANCIER (V - VI)				1 619	1 234
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)				153 323	104 335

COMPTE DE RESULTAT

		31/12/2019	31/12/2018
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
	Produits exceptionnels sur opérations en capital	28 380	14 427
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels (VII)	28 380	14 427
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)		
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
	Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	374	
	Total des charges exceptionnelles (VIII)	374	
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		28 006	14 427
	Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		
	Impôts sur les bénéfices (X)	40 390	4 151
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VII)		1 199 447	1 175 964
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X)		1 058 509	1 061 354
5 - BENEFICE OU PERTE (total des produits - total des charges) (15)		140 939	114 610

Renvois	(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme		
	(2)	Dont	- Produits de locations immobilières	
			- Produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs	
	(3)	Dont	- Crédit-bail mobilier	
			- Crédit-bail immobilier	
	(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs		
	(5)	Dont produits concernant les entreprises liées		
	(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées		
	(6 bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.)		
	(9)	Dont transferts de charges	32 614	52 958
	(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)		
	(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)		
	(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	70 883	52 273
	(13)	Dont primes et cotisations complém. obligatoires personnelles : facultatives		
	(14)	Chiffre d'affaires en Euros et centimes	1 213 752,19	1 046 166,73
	(15)	Résultat en Euros et centimes	140 938,57	114 610,18

Faits caractéristiques et événements postérieurs

Impact de la crise sanitaire sur les comptes annuels

La crise sanitaire liée au Covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 constituent un événement postérieur au 31 décembre 2019 qui n'a pas donné lieu à un ajustement des comptes annuels clos au 31 décembre 2019, c'est-à-dire que les actifs et passifs, les charges et produits mentionnés respectivement au bilan et au compte de résultat au 31 décembre 2019 sont comptabilisés et évalués sans tenir compte de cet événement et de ses conséquences.

Conformément aux dispositions du PCG sur les informations à mentionner dans l'annexe, l'entreprise constate que cette crise sanitaire a un impact sur son activité depuis le 1er janvier 2020, sans toutefois remettre en cause la continuité d'exploitation.

L'entreprise a mis en action un plan de continuité de l'activité par le biais de la généralisation du télétravail à l'ensemble des salariés. L'exploitation des activités a ainsi été maintenue sans interruption.

L'entreprise n'a sollicité ni report de charges, ni nouveau financement (notamment, la mise en place du prêt garanti par l'Etat n'a pas été demandée au jour de l'arrêté des comptes).

Eu égard à ces mesures et à la situation de l'entreprise à la date de l'arrêté des comptes, elle estime que la poursuite de son exploitation n'est pas remise en cause.

Principes, règles et méthodes comptables

Généralités sur les règles comptables

Les comptes annuels de l'exercice clos ont été arrêtés conformément à la réglementation française en vigueur, à savoir Code de Commerce et Plan Comptable Général actualisés par les différents règlements de l'Autorité des Normes Comptables.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations

Mouvements des immobilisations brutes

Désignation	Valeurs brutes début exercice	Mouvements de l'exercice		Valeurs brutes fin exercice
		Acquisitions	Cessions Virements	
Immobilisations incorporelles				
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial	48 936			48 936
- Site et outils internet	13 717			13 717
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	597			597
Total	63 250			63 250
Immobilisations corporelles				
- Terrains				
- Constructions				
. sur sol propre				
. sur sol d'autrui				
. installation agencement aménag.				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Autres immobilisations corporelles				
. instal, agencements, aménagements divers	35 832	4 615	9 480	30 967
. matériel de transport				
. matériel de bureau	151 257	9 367	3 388	157 236
. emballages récupérables, divers				
- Immobilisations en cours				
- Avances et acomptes				
Total	187 089	13 981	12 868	188 202
Immobilisations financières				
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	79 840	157 185		237 025
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	9 150			9 150
Total	88 990	157 185		246 175
Total général	339 329	171 166	12 868	497 627

Mouvements des amortissements

Immobilisations amortissables	Amortissements début exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements fin exercice
		Dotations	Diminutions	
Immobilisations incorporelles				
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial	14 681	4 893		19 574
- Site et outils internet	10 973	1 372		12 345
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	503	94		597
Total	28 157	6 359		32 516
Immobilisations corporelles				
- Terrains				
- Constructions				
. Sur sol propre				
. Sur sol d'autrui				
. Installation agencement aménag.				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Autres immobilisations corporelles				
. Instal, agencements, aménagements divers	34 849	906	9 480	26 274
. Matériel de transport				
. Matériel de bureau	120 803	21 778	3 388	139 194
. Emballages récupérables, divers				
Total	155 652	22 684	12 868	185 468
Total général	181 809	29 043	12 868	197 984

Immobilisations incorporelles

Elles se décomposent comme suit :

- brevets : 13.717 euros, amortis sur 10 ans à compter de 2011
- fonds commercial acquis en 1996 : 48.936 euros, amortis sur 10 ans à compter de 2016
- licence : 597 euros, amortis sur 3 ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Les durées de vies des immobilisations restant à amortir sont de :

- Installations et agencements 8 ans
- Matériel et mobilier de bureau 3 à 5 ans

**Immobilisations financières**

Elles concernent pour :

- 9.150 euros les dépôts de garantie versés au titre des locations immobilières ;
- 79.840 euros, une participation, à hauteur de 49,90%, dans la société CIMBA HOLDING.

Les créances sur participation concernent le compte courant d'associé de la filiale, bloqué pour une durée de 5 ans, soit jusqu'au 30/09/2025.

Détail des filiales et participations

Filiales et participations	Capital	Réserves Report à nouveau	Quote -part de capital détenue	Valeurs des titres détenus		Prêts et avances consentis	Cautions et avals donnés	CA HT du dernier exercice	Résultat du dernier exercice	Dividende encaissé
				Brutes	Nettes					
Participations détenues entre 10 et 50%										
CIMBA HOLDING N°SIREN: 841675465	160 000		49,90	79 840	79 840	158 232		30 000	-1 052	
Total	160 000			79 840	79 840	158 232		30 000	-1 052	

Stocks

En-cours de prestations de services.

Ils sont valorisés en fonction de l'état d'avancement des projets concernés.

Créances

Les créances ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu. Aucune dotation aux provisions ne figure dans les comptes à la clôture de l'exercice.

Capitaux propres**Composition du capital social**

Désignation	Actions ou parts sociales		
	Nombre	Valeur Unitaire	Total
Au début de l'exercice	4530	68,60	310 767
Emises dans l'exercice			
Remboursées dans l'exercice			
A la fin de l'exercice	4530	68,60	310 767
Augmentation de capital par incorporation de réserves			
Réduction de capital par prélèvement sur les réserves			

Autres informations

Engagements de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. La société n'a pas signé d'accord particulier. Les engagements correspondants n'ont pas été constatés sous la forme de provision.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Départ volontaire à la retraite lorsque le salarié peut bénéficier de sa retraite à taux plein (65 – 67 ans)
- Taux d'actualisation : 0,77 % (Taux Iboxx Corporates AA au 31/12/2019)
- Taux de croissance des salaires : 2%
- Taux de rotation du personnel : moyen
- Table de taux de mortalité : Insee 2018

Montant des engagements pris en matière d'indemnités de départ à la retraite : 49.836 euros.

La société a souscrit auprès d'une compagnie d'assurance-vie un contrat "indemnités de fin de carrière", en vue de financer ces engagements. La valeur du fonds collectifs s'élève à 36.000 euros à la clôture de l'exercice ; l'engagement résiduel ressort en conséquence à 13.836 euros.

Engagements donnés

- Carte Blanche Conseil s'est portée caution en faveur de sa sous-filiale, la société CIMBA Digital (elle-même filiale de la société CIMBA Holding), en garantie de 2 prêts bancaires pris par cette dernière.
Le montant de l'engagement est de 36.000 euros (18.000 euros pour chaque prêt) pour une durée de 18 mois, arrivant à échéance respectivement le 09/06/2020 et le 08/07/2020.

Engagements réciproques

- Des sicav monétaires sont bloquées pour une valeur historique de 22.140 euros sur un compte nantissement au Crédit Lyonnais.
En contrepartie, le Crédit Lyonnais s'est porté caution sur un stock "de sous-ensembles et autres consommables" appartenant à un client pour une valeur de 26.635 euros.
- Carte Blanche Conseil a cédé à sa sous-filiale, la société CIMBA Digital (elle-même filiale de la société CIMBA Holding), l'ensemble des actifs constitutifs d'un Outil Informatique de Logistique. Le prix de cession est composé d'une partie fixe et d'une partie variable, fonction d'un chiffre d'affaires réalisé sur la période 2018 – 2023.
Le prix à terme n'étant ainsi pas définitivement connu, et n'étant pas objectivement définissable, il sera intégré dans les comptes de chaque année de sa réalisation.

Ce logiciel reviendra à Carte Blanche Conseil en cas de cessation d'activité de CIMBA Digital ou en cas de non commercialisation, sans contrepartie financière.

Parallèlement, Carte Blanche Conseil s'engage à reverser les recettes qu'elle encaisserait au titre des anciens contrats.



Effectifs

Catégorie	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	8	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	1	
Ouvriers		
Total	9	

Echéance des créances

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations	157 185		157 185
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	9 150		9 150
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	321 538	321 538	
Créance représentative de titres (Provision pour dépréciation antérieurement constituée)			
Personnel et comptes rattachés	1 560	1 560	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 189	1 189	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	4 983	4 983	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	145	145	
Divers			
Groupe et associés (2)	3 267	3 267	
Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)			
Charges constatées d'avance	21 548	21 548	
Totaux	520 565	354 230	166 335
(1) Montants des - Prêts accordés en cours d'exercice			
- Remboursements obtenus en cours d'exercice			
(2) Prêt et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

Echéance des dettes

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	à 1 an max. à l'origine à plus d'1 an à l'origine	6 768	1 671	5 097
Emprunts et dettes financières divers (1) & (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	83 072	83 072		
Personnel et comptes rattachés	95 060	95 060		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	92 769	92 769		
Impôts sur les bénéfices	7 311	7 311		
Taxe sur la valeur ajoutée	91 468	91 468		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	5 695	5 695		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)				
Autres dettes				
Dettes représentatives de titres empruntés ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance	11 433	11 433		
Total	393 576	386 479	5 097	
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	6 900	(2) Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés physiques		
Emprunts remboursés en cours d'exercice	137			

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2019

CARTE BLANCHE CONSEIL

Société par Actions Simplifiée au capital de 310 767 Euros
Siège social : 47 rue de Lancry
75010 PARIS



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

Aux associés,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CARTE BLANCHE CONSEIL relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 4 septembre 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 15 septembre 2020

Le Commissaire aux comptes

JPA



Pascal ROBERT



BILAN ACTIF

				Exercice N, clos le :		31/12/2019	31/12/2018
				Brut 1	Amortissements dépréciations 2	Net 3	Net 4
Capital souscrit non appelé (I)							
ACTIF IMMOBILISÉ	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement					
		Frais de développement					
		Concessions, brevets et droits similaires	14 314	12 942	1 372	2 837	
		Fonds commercial (1)	48 936	19 574	29 362	34 255	
		Autres immobilisations incorporelles					
		Immobilisations incorporelles en cours					
		Avances et acomptes					
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains					
		Constructions					
		Installations techniques, matériel et outillage industriels					
		Autres immobilisations corporelles	188 202	165 468	22 734	31 437	
		Immobilisations en-cours					
		Avances et acomptes					
	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2)	Participations (méthode de mise en équival.)					
		Autres participations	79 840		79 840	79 840	
		Créances rattachées à des participations	157 185		157 185		
		T.I.A.P					
		Autres titres immobilisés					
		Prêts					
		Autres immobilisations financières	9 150		9 150	9 150	
Total (II)				497 627	197 985	299 643	157 519
ACTIF CIRCULANT	STOCKS	Matières premières, approvisionnements					
		En-cours de production de biens					
		En-cours de production de services				77 265	
		Produits intermédiaires et finis					
		Marchandises					
		Avances et acomptes versés					
	CRÉANCES	Clients et comptes rattachés (3)	321 538		321 538	277 869	
		Autres créances (3)	11 143		11 143	28 512	
		Capital souscrit et appelé, non versé					
	DIVERS	V.M.P (dont actions propres :)	22 141		22 141	22 141	
Instruments de trésorerie							
		Disponibilités	496 424		496 424	473 674	
COMPTES DE RÉGULARISATION	Charges constatées d'avance (3)		21 548		21 548	6 591	
	Total (III)		872 794		872 794	886 051	
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)						
	Primes de remboursement d'obligations (V)						
	Ecart de conversion actif (VI)						
	TOTAL GENERAL (I à VI)		1 370 421	197 985	1 172 436	1 043 571	
Renvois : (1) Dont droit au bail :			(2) part-d'1 an Immo. fin. nettes		(3) Part á + 1 an		
Clause de réserve de propriété Immobilisations :			Stocks :		Créances :		



BILAN PASSIF

		31/12/2019	31/12/2018
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1) (Dont versé : 310 767)	310 767	310 767
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	295 158	295 158
	Ecarts de réévaluation (2) (dont écart d'équivalence :)		
	Réserve légale (3)	31 077	31 077
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées (3) (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours)		
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants)	920	918
	Report à nouveau		
	RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	140 939	114 610
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total (I)	778 859	752 530
AUTRES FONDS PROPRES	Produit des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total (II)		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total (III)		
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	6 768	
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs)		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	83 072	47 381
	Dettes fiscales et sociales	292 304	232 215
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Instruments de trésorerie		
Comptes régul.	Produits constatés d'avance (4)	11 433	11 445
	Total (IV)	393 577	291 041
	Ecarts de conversion passif (V)		
	TOTAL GENERAL (I à V)	1 172 436	1 043 571
Renvois	(1) Ecart de réévaluation incorporé au capital		
	(2) Dont Réserve spéciale de réévaluation (1959)		
	Ecart de réévaluation libre		
	Réserve de réévaluation (1976)		
	(3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme		
	(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	388 480	291 041
	(5) Dont concours bancaires courants, soldes créditeurs de banques et CCP		



COMPTE DE RESULTAT

				31/12/2019	31/12/2018	
Nombre de mois de la période				12	12	
PRODUITS D'EXPLOITATION			1 - France	2 - Exportation	Total	Total
	Ventes de marchandises		1 153 852	59 900	1 213 752	1 046 167
	Production vendue	biens				
		services				
	CHIFFRE D'AFFAIRES NET (14)		1 153 852	59 900	1 213 752	1 046 167
	Production stockée				-77 265	60 491
	Production immobilisée					
	Subventions d'exploitation					
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges (9)				32 614	52 958
	Autres produits (1) (11)				190	3
Total des produits d'exploitation (2) (I)				1 169 291	1 159 618	
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)					
	Variation de stock (marchandises)					
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y c. droits de douane)					
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)					
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)			186 966	248 964	
	Impôts, taxes et versements assimilés			4 447	7 821	
	Salaires et traitements			518 514	511 738	
	Charges sociales (10)			207 993	198 651	
	Dotations aux amortissements sur immobilisations			28 669	37 070	
	Dotations aux dépréciations sur immobilisations					
	Dotations aux dépréciations sur actif circulant					
	Dotations aux provisions					
	Autres charges (12)			70 999	52 274	
Total des charges d'exploitation (4) (II)				1 017 587	1 056 518	
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)				151 704	103 100	
OPERATIONS COURANTES	Bénéfice attribué ou perte transférée (III)					
	Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)					
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)			205		
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)					
	Autres intérêts et produits assimilés (5)			875	605	
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges					
	Différences positives de change			696	1 314	
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					
Total des produits financiers (V)				1 777	1 919	
CHARGES FINANCIERES	Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions					
	Intérêts et charges assimilées (6)			15	580	
	Différences négatives de change			142	105	
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					
Total des charges financières (VI)				157	685	
2 - RESULTAT FINANCIER (V - VI)				1 619	1 234	
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)				153 323	104 335	



COMPTE DE RESULTAT

		31/12/2019	31/12/2018
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
	Produits exceptionnels sur opérations en capital	28 380	14 427
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels (VII)	28 380	14 427
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)		
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
	Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	374	
	Total des charges exceptionnelles (VIII)	374	
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		28 006	14 427
	Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		
	Impôts sur les bénéfices (X)	40 390	4 151
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VII)		1 199 447	1 175 964
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X)		1 058 509	1 061 354
5 - BENEFICE OU PERTE (total des produits - total des charges) (15)		140 939	114 610

Renvois	(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme		
	(2)	Dont	- Produits de locations immobilières	
			- Produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs	
	(3)	Dont	- Crédit-bail mobilier	
			- Crédit-bail immobilier	
	(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs		
	(5)	Dont produits concernant les entreprises liées		
	(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées		
	(6 bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.)		
	(9)	Dont transferts de charges	32 614	52 958
	(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)		
	(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)		
	(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	70 883	52 273
	(13)	Dont primes et cotisations complém. obligatoires personnelles : facultatives		
	(14)	Chiffre d'affaires en Euros et centimes	1 213 752,19	1 046 166,73
	(15)	Résultat en Euros et centimes	140 938,57	114 610,18



Faits caractéristiques et événements postérieurs

Impact de la crise sanitaire sur les comptes annuels

La crise sanitaire liée au Covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 constituent un événement postérieur au 31 décembre 2019 qui n'a pas donné lieu à un ajustement des comptes annuels clos au 31 décembre 2019, c'est-à-dire que les actifs et passifs, les charges et produits mentionnés respectivement au bilan et au compte de résultat au 31 décembre 2019 sont comptabilisés et évalués sans tenir compte de cet événement et de ses conséquences.

Conformément aux dispositions du PCG sur les informations à mentionner dans l'annexe, l'entreprise constate que cette crise sanitaire a un impact sur son activité depuis le 1er janvier 2020, sans toutefois remettre en cause la continuité d'exploitation.

L'entreprise a mis en action un plan de continuité de l'activité par le biais de la généralisation du télétravail à l'ensemble des salarié.es. L'exploitation des activités a ainsi été maintenue sans interruption.

L'entreprise n'a sollicité ni report de charges, ni nouveau financement (notamment, la mise en place du prêt garanti par l'Etat n'a pas été demandée au jour de l'arrêté des comptes).

Eu égard à ces mesures et à la situation de l'entreprise à la date de l'arrêté des comptes, elle estime que la poursuite de son exploitation n'est pas remise en cause.

Principes, règles et méthodes comptables

Généralités sur les règles comptables

Les comptes annuels de l'exercice clos ont été arrêtés conformément à la réglementation française en vigueur, à savoir Code de Commerce et Plan Comptable Général actualisés par les différents règlements de l'Autorité des Normes Comptables.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.



Mouvements des immobilisations brutes

Désignation	Valeurs brutes début exercice	Mouvements de l'exercice		Valeurs brutes fin exercice
		Acquisitions	Cessions Virements	
Immobilisations incorporelles				
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial	48 936			48 936
- Site et outils internet	13 717			13 717
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	597			597
Total	63 250			63 250
Immobilisations corporelles				
- Terrains				
- Constructions				
. sur sol propre				
. sur sol d'autrui				
. installation agencement aménag.				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Autres immobilisations corporelles				
. instal, agencements, aménagements divers	35 832	4 615	9 480	30 967
. matériel de transport				
. matériel de bureau	151 257	9 367	3 388	157 236
. emballages récupérables, divers				
- Immobilisations en cours				
- Avances et acomptes				
Total	187 089	13 981	12 868	188 202
Immobilisations financières				
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	79 840	157 185		237 025
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	9 150			9 150
Total	88 990	157 185		246 175
Total général	339 329	171 166	12 868	497 627



Mouvements des amortissements

Immobilisations amortissables	Amortissements début exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements fin exercice
		Dotations	Diminutions	
<u>Immobilisations incorporelles</u>				
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial	14 681	4 893		19 574
- Site et outils internet	10 973	1 372		12 345
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	503	94		597
Total	26 157	6 359		32 516
<u>Immobilisations corporelles</u>				
- Terrains				
- Constructions				
. Sur sol propre				
. Sur sol d'autrui				
. Installation agencement aménag.				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Autres immobilisations corporelles				
. Instal, agencements, aménagements divers	34 849	906	9 480	26 274
. Matériel de transport				
. Matériel de bureau	120 803	21 778	3 388	139 194
. Emballages récupérables, divers				
Total	155 652	22 684	12 868	165 468
Total général	181 809	29 043	12 868	197 984

Immobilisations incorporelles

Elles se décomposent comme suit :

- brevets : 13.717 euros, amortis sur 10 ans à compter de 2011
- fonds commercial acquis en 1996 : 48.936 euros, amortis sur 10 ans à compter de 2016
- licence : 597 euros, amortis sur 3 ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Les durées de vies des immobilisations restant à amortir sont de :

- Installations et agencements 8 ans
- Matériel et mobilier de bureau 3 à 5 ans

**Immobilisations financières**

Elles concernent pour :

- 9.150 euros les dépôts de garantie versés au titre des locations immobilières ;
- 79.840 euros, une participation, à hauteur de 49,90%, dans la société CIMBA HOLDING.

Les créances sur participation concernent le compte courant d'associé de la filiale, bloqué pour une durée de 5 ans, soit jusqu'au 30/09/2025.

Détail des filiales et participations

Filiales et participations	Capital	Réserves Report à nouveau	Quote -part de capital détenue	Valeurs des titres détenus		Prêts et avances consentis	Cautions et avals donnés	CA HT du dernier exercice	Résultat du dernier exercice	Dividende encaissé
				Brutes	Nettes					
Participations détenues entre 10 et 50%										
CIMBA HOLDING N°SIREN: 841675465	160 000		49,90	79 840	79 840	158 232		30 000	-1 052	
Total	160 000			79 840	79 840	158 232		30 000	-1 052	

Stocks

En-cours de prestations de services.

Ils sont valorisés en fonction de l'état d'avancement des projets concernés.

Créances

Les créances ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu. Aucune dotation aux provisions ne figure dans les comptes à la clôture de l'exercice.

Capitaux propres**Composition du capital social**

Désignation	Actions ou parts sociales		
	Nombre	Valeur Unitaire	Total
Au début de l'exercice	4530	68,60	310 767
Emises dans l'exercice			
Remboursées dans l'exercice			
A la fin de l'exercice	4530	68,60	310 767
Augmentation de capital par incorporation de réserves			
Réduction de capital par prélèvement sur les réserves			



Autres informations

Engagements de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. La société n'a pas signé d'accord particulier. Les engagements correspondants n'ont pas été constatés sous la forme de provision.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Départ volontaire à la retraite lorsque le salarié peut bénéficier de sa retraite à taux plein (65 – 67 ans)
- Taux d'actualisation : 0,77 % (Taux Iboxx Corporates AA au 31/12/2019)
- Taux de croissance des salaires : 2%
- Taux de rotation du personnel : moyen
- Table de taux de mortalité : Insee 2018

Montant des engagements pris en matière d'indemnités de départ à la retraite : 49.836 euros.

La société a souscrit auprès d'une compagnie d'assurance-vie un contrat "indemnités de fin de carrière", en vue de financer ces engagements. La valeur du fonds collectifs s'élève à 36.000 euros à la clôture de l'exercice ; l'engagement résiduel ressort en conséquence à 13.836 euros.

Engagements donnés

- Carte Blanche Conseil s'est portée caution en faveur de sa sous-filiale, la société CIMBA Digital (elle-même filiale de la société CIMBA Holding), en garantie de 2 prêts bancaires pris par cette dernière.
Le montant de l'engagement est de 36.000 euros (18.000 euros pour chaque prêt) pour une durée de 18 mois, arrivant à échéance respectivement le 09/06/2020 et le 08/07/2020.

Engagements réciproques

- Des sicav monétaires sont bloquées pour une valeur historique de 22.140 euros sur un compte nantissement au Crédit Lyonnais.
En contrepartie, le Crédit Lyonnais s'est porté caution sur un stock "de sous-ensembles et autres consommables" appartenant à un client pour une valeur de 26.635 euros.
- Carte Blanche Conseil a cédé à sa sous-filiale, la société CIMBA Digital (elle-même filiale de la société CIMBA Holding), l'ensemble des actifs constitutifs d'un Outil Informatique de Logistique. Le prix de cession est composé d'une partie fixe et d'une partie variable, fonction d'un chiffre d'affaires réalisé sur la période 2018 – 2023.
Le prix à terme n'étant ainsi pas définitivement connu, et n'étant pas objectivement définissable, il sera intégré dans les comptes de chaque année de sa réalisation.

Ce logiciel reviendra à Carte Blanche Conseil en cas de cessation d'activité de CIMBA Digital ou en cas de non commercialisation, sans contrepartie financière.

Parallèlement, Carte Blanche Conseil s'engage à reverser les recettes qu'elle encaisserait au titre des anciens contrats.

**Effectifs**

Catégorie	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	8	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	1	
Ouvriers		
Total	9	

Echéance des créances

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations	157 185		157 185
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	9 150		9 150
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	321 538	321 538	
Créance représentative de titres (Provision pour dépréciation prêtés ou remis en garantie antérieurement constituée)			
Personnel et comptes rattachés	1 560	1 560	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 189	1 189	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	4 983	4 983	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	145	145	
Divers			
Groupe et associés (2)	3 267	3 267	
Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)			
Charges constatées d'avance	21 548	21 548	
Totaux	520 565	354 230	166 335
(1) Montants des - Prêts accordés en cours d'exercice - Remboursements obtenus en cours d'exercice			
(2) Prêt et avances consentis aux associés (personnes physiques)			



Echéance des dettes

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	6 768	1 671	5 097	
Emprunts et dettes financières divers (1) & (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	83 072	83 072		
Personnel et comptes rattachés	95 060	95 060		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	92 769	92 769		
Impôts sur les bénéfices	7 311	7 311		
Taxe sur la valeur ajoutée	91 468	91 468		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	5 695	5 695		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)				
Autres dettes				
Dettes représentatives de titres empruntés ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance	11 433	11 433		
Total	393 576	388 479	5 097	
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	6 900	(2) Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés physiques		
Emprunts remboursés en cours d'exercice	137			